



Moyen-Orient : crises, Daech et flux de migrants en Europe

Le règlement politique des crises au Moyen-Orient nécessite une réelle volonté des pays occidentaux et des succès militaires contre Daech. L'accueil de 5 à 6 millions de migrants syriens et irakiens, perçus comme des réfugiés, se fait difficilement dans les pays voisins et ceux du Nord de la Méditerranée.

Ces thèmes ont été abordés lors d'une conférence-débat organisée le 2 novembre 2015 à Paris, par le Forum du futur et l'association Minerve EMSST. Y sont intervenus : l'ambassadeur Jean de Ponton d'Amécourt, ancien directeur de la Délégation des affaires stratégiques du ministère de la Défense ; le général de division (2 S) Vincent Desportes, professeur associé à l'Institut d'études politiques

de Paris ; Blandine Kriegel, professeur des universités et ancienne présidente du Haut Conseil à l'intégration.

L'évolution géopolitique. L'origine des crises d'aujourd'hui au Moyen-Orient remonte à l'humiliation de la colonisation européenne dans le monde musulman, depuis le XIXème siècle, et qui a été accentuée par les interventions américaines en Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003, estime l'ambassadeur Ponton d'Amécourt. Le terrorisme, inspiré du fondamentalisme religieux né en Arabie saoudite, s'est propagé en Tchétchénie, Afghanistan, Irak et Syrie et se développe avec l'organisation Daech, autoproclamée « État islamique ». Sous l'influence de la télévision et d'internet, le « printemps arabe » de 2011, conséquence de la pauvreté et de l'exaspération provoquée par la corruption des élites, a provoqué la chute des présidents Moubarak en Égypte et Ben Ali en Tunisie. Hyperpuissance à la fin de la guerre froide (1991), les États-Unis se trouvent aujourd'hui dans un monde « a-polaire », où aucun pays ne l'emporte. Toutefois, leur économie a retrouvé la croissance et le plein emploi, grâce notamment à la chute, chez eux, du prix du gaz comprimé utilisé comme carburant. Leur budget militaire représente 50 % du total des budgets militaires dans le monde. Dans les relations internationales, ils pratiquent le « smart power », qui combine une armée forte avec des alliances, partenariats et institutions pour étendre leur influence et légitimer leur pouvoir. En fait, leur politique étrangère est dirigée par le Congrès qui contrôle les agences fédérales, pourtant soumises à l'autorité directe du président. Après l'échec de leur intervention en Afghanistan, les États-Unis veulent éviter de nouvelles guerres. Le Pakistan, troisième pays musulman du monde et puissance nucléaire, redoute que l'Inde y exerce son influence, si la situation se stabilise, et finance les talibans installés sur son territoire, à Peshawar et au Baloutchistan. En 2012, les États-Unis réagissent à l'usage de l'arme chimique par le régime syrien, mais renoncent à intervenir. En 2014, ils effectuent des frappes aériennes contre Daech en Syrie et en Irak, et envoient, via l'Arabie saoudite, des équipements non-létaux aux troupes irakiennes et des forces spéciales pour les former. De son côté, la Russie a négocié la destruction de l'arsenal chimique de la Syrie et y a renforcé sa présence militaire dans la base aérienne de Lattaquié et le port de Tartous. Dès 2012, elle a opposé son veto, comme la Chine, à toute résolution du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant la Syrie. Elle s'érige comme défenseur des minorités russes extérieures et des chrétiens d'Orient (*encadré*), lutte contre l'islamisme dans le Caucase et en Tchétchénie, conteste les valeurs occidentales et entend retrouver le rang de

l'URSS. La Russie a négocié un accord sur l'industrie nucléaire iranienne, qu'ont entériné les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France. Très engagé en Syrie et en Irak pour soutenir les chiites, l'Iran est devenu un acteur incontournable à tout règlement politique. Il dénie à l'Arabie saoudite, sa rivale sunnite, la garde des lieux saints de l'islam et reste pour Israël sa principale menace. La Turquie considère comme dangereux pour elle la constitution d'un État kurde. La désintégration des frontières étatiques avec l'émergence d'un « Kurdistan » provoquerait un chaos, dont ne veulent ni la Syrie, ni la Turquie, ni l'Iran, ni la Russie, estime l'ambassadeur. Pour régler les crises au Moyen-Orient, les États-Unis assument le minimum, à savoir l'emploi de forces spéciales et des négociations avec la Russie. Ils s'intéressent surtout au cyber et aux pays du Pacifique, avec qui ils négocient des accords de commerce extérieur.

La nouvelle donne militaire. La dérive technologique et la désignation d'un ennemi tiennent lieu de stratégie aux États-Unis, estime le général Desportes. Ils ont dépensé 1.000 Md\$ en Afghanistan entre 2001 et 2015, puis 3.000 Md\$ en Irak. Leur politique de formation de troupes locales a échoué au Viêt Nam, en Afghanistan et en Irak, où il faudrait environ 150.000 combattants au sol pendant un an pour reconquérir les vallées du Tigre et de l'Euphrate, selon le général. Pour frapper l'État islamique, leurs avions décollent désormais de la base turque d'Incirlik, mais ont longtemps épargné les files de camions citernes... qui franchissaient la frontière turque pour la contrebande de pétrole ! La coalition menée par les États-Unis a effectué 2.000 frappes aériennes en un an, contre 1.000 en un mois par la Russie. En raison de ses 20 millions de ressortissants musulmans, celle-ci veut maintenir sa présence en Méditerranée, pour contrer globalement la menace islamiste après le retrait de l'OTAN d'Afghanistan. Dans le but de redevenir un acteur majeur dans les relations internationales, elle a joué de la surprise en Crimée, en Ukraine et au Moyen-Orient.

L'urgence des migrations. Daech tue aveuglément et s'attaque à la sécurité, premier des droits de l'Homme, rappelle Blandine Kriegel. Les migrants syriens et irakiens, qui ont vu à la télévision ou sur internet le mode de vie, prospère et libre, des Occidentaux, se précipitent en masse vers l'Union européenne, terre d'asile. Les anciens États membres, proches en matière d'accueil, d'égalité des chances et de droits sociaux, sont davantage prêts à les accepter que les nouveaux, qui n'ont pas participé à ce processus de convergence. Blandine Kriegel préconise de renforcer la politique d'intégration dans un cadre européen,

en assurant d'abord une formation linguistique et civique aux migrants, tout en prenant en compte l'histoire de leurs pays d'origine. Il convient de revaloriser les droits de la personne mais de combattre ceux qui veulent détruire la cité démocratique, conclut-elle.

Loïc Salmon

Iran : retour difficile sur la scène internationale

Opex : difficultés à caractériser l'ennemi et à circonscrire le cadre d'opérations

Les chrétiens d'Orient sont estimés à plus de 11 millions de personnes. Parmi eux, les orthodoxes sont les plus nombreux et regroupés au sein des patriarchats de Constantinople, d'Antioche, d'Alexandrie et de Jérusalem, du catholicoscat de Géorgie et de l'archevêché de Chypre. Les catholiques dépendent des patriarchats copte-catholique, arménien-catholique, grec-catholique melkite, maronite et chaldéen. La répartition globale des chrétiens, au sens large, dans les populations du Moyen-Orient varie selon les pays : Arménie, 100 % ; Chypre, 68 % ; Géorgie, 63 % ; Liban, 40 % ; Égypte, 10% ; Jordanie, 6 % ; Syrie, 3 % ; Israël, 2 % ; Territoires palestiniens, 2 % ; Irak, 1 -2 % ; Iran, 0,3 % ; Turquie, 0,1 %.